

le bulletin de liaison



MICHELIN :

Une trahison sociale sans précédent !

Le syndicat SUD Michelin condamne la décision brutale de Michelin de fermer ses usines de Vannes et de Cholet. Cette décision constitue l'un des plus grands désastres sociaux de l'histoire de l'entreprise, avec la suppression de 1 254 emplois directs, plongeant des centaines de familles dans l'incertitude. Les représentants SUD au Comité Social et Économique Central (CSEC) avaient pourtant alerté la direction depuis de nombreux mois sur la fragilité des sites de l'ouest. Face à l'absence de réponses claires, ils ont enclenché en avril une procédure de droit d'alerte économique, espérant des réponses constructives de la part de Michelin, attendues au plus tard le 9 novembre. Cependant, au lieu de répondre aux inquiétudes des salariés, Michelin a pris la décision de fermer deux des trois sites concernés, démontrant un mépris évident pour les représentants du personnel, qui avaient suspendu le dialogue social pour contraindre l'entreprise à assumer ses responsabilités. Depuis plusieurs mois, Michelin cultive dans les médias une image de société « responsable » et « bienveillante », valorisant son prétendu engagement envers un « salaire décent » et le bien-être de ses salariés. Mais derrière cette façade se cache une réalité bien différente : pour maximiser ses profits, Michelin n'hésite pas à sacrifier les emplois de ceux qui ont contribué à son succès. Ces fermetures révèlent une stratégie brutale et un double discours inquiétant de l'entreprise. Cette décision est d'autant plus incompréhensible au vu des résultats exceptionnels affichés par Michelin ces dernières



années : en 2022, le résultat opérationnel des secteurs atteignait 3,572 milliards d'euros, 3,396 milliards en 2023, et devrait être de 3,4 milliards en 2024. Le résultat net s'élevait à 2,009 milliards d'euros en 2022 et à 1,983 milliard en 2023. Michelin n'a même pas pris le temps d'explorer des solutions alternatives ni de travailler sur des projets de transformation des sites. Les salariés de Vannes et Cholet, qui se sont investis sans relâche depuis de nombreuses années, ne sont pas responsables de la stratégie de marge et de prix de Michelin qui conduit aujourd'hui à cette catastrophe sociale. Cette trajectoire purement financière laisse présager un avenir sombre pour les autres sites. SUD Michelin exige la mise en place d'un véritable projet de transformation de ces sites, afin de préserver les emplois et d'offrir une alternative aux salariés touchés par cette décision dévastatrice. SUD Michelin va saisir les pouvoirs publics et demande l'annulation immédiate de ce projet de fermetures. **Il est inconcevable qu'une entreprise aussi prospère que Michelin sacrifie deux sites industriels français et laisse 1 254 salariés payer le prix de ses choix financiers.** SUD dénonce l'absence de transparence et de courage de la Direction, qui a préféré le déni et l'inaction, plutôt que de rechercher des solutions responsables et durables. SUD appelle à la solidarité de tous les salariés de Michelin, sur tous les sites français, pour défendre ensemble leurs emplois et l'avenir industriel de l'entreprise en France car avec cette annonce, Michelin supprime plus de 15% de ses effectifs agents français.

Quelle réponse face aux licenciements ?

Valeo, Batimetal, Michelin, Agco, Bosch Auchan, Stellantis, Sanofi...la liste est longue. Toutes ces directions d'entreprises ont fait le choix de supprimer des emplois : fermetures totales ou partielles de sites, licenciements, précarité. Pour quelles raisons ? Souvent les mêmes, liées à la recherche d'encore plus de rentabilité. Une entreprise a beau gagner de l'argent, grâce au travail des salariés, elle préfère délocaliser pour continuer d'augmenter ses marges et verser toujours plus de dividendes aux actionnaires. Il est donc

temps de s'unir, autour de revendications redonnant du pouvoir aux salariés et syndicats (« *Droit de veto des CSE* »), mais aussi de lancer dès maintenant la proposition d'une manifestation nationale sur Paris de tous les salariés des entreprises en lutte pour leur emploi avec les soutiens nécessaires. Le patronat organise les licenciements, l'Etat ne fait rien et reste complice. Il est urgent de frapper un grand coup, ensemble, début 2025, et de réfléchir dès maintenant à l'organisation d'une marche vers les lieux de pouvoir.



Union Fédérale SUD industrie

10, Avenue Rachel
75018 Paris

permanence@sudindustrie.org

www.sudindustrie.org

01.42.94.98.86

Co-secrétaires :

Francky Poiriez & Jérôme Massin

Trésorerie

Laurent Volonté 06.29.62.43.33

Marc Tzwangue 06.82.55.83.16

tresorerie@sudindustrie.org

Coordination - vie interne

Julien - 06.51.00.95.52

coordination@sudindustrie.org

Formation syndicale & IFESIS

Francis Fontana 06.30.71.78.22

Bernard Guilleroy 06.70.93.61.51

formation@sudindustrie.org

Juridique

Mohamed Khenniche 06.66.61.04.12

Lucie Gomez 06.71.33.85.27

Sami Hamida 06.31.84.54.09

juridique@sudindustrie.org

Laïcité & lutte contre les discriminations

Francky & Julien

laicite@sudindustrie.org

International

Sami et Marc

international@sudindustrie.org

Boutique militante

Jérôme Massin 06.70.27.78.35

Zakaria Mortaji 06.50.32.68.06

boutique@sudindustrie.org

Luttes

Florent Cariou 07.86.15.86.84

luttes@sudindustrie.org

Communication

Janète Pereira 06.40.14.61.91

Bernard & Florent

communication@sudindustrie.org

Liaisons d'activité

Auto (Marc), caoutchouc (Nicolas),
Agro-alimentaire (Mickael) : contac-
tez directement la_permanence@

HAMELIN (LECAS)

La lutte continue au sein du deuxième groupe de papeterie française, Hamelin, au sein de la société Lecas qui souhaite supprimer une centaine d'emplois. **Le syndicat SUD industrie 16** va continuer de se mobiliser contre le projet de délocalisation en Turquie, alors même que le groupe engendre des bénéfices records. Pour les soutenir, y compris financièrement prenez contact avec la permanence de SUD Industrie.



CONSEIL SYNDICAL

L'ordre du jour sera aussi chargé que l'actualité pour **notre conseil syndical des 3 et 4 décembre**. *Pèle-mêle* : lancement du nouveau brasero (voir ci-dessous), trésorerie, outils numériques pour les syndicats (nouveau site internet, réseaux sociaux, listes internes et extranet), défenseurs syndicaux ou encore la campagne pour « le droit de Veto des CSE ». Ces débats seront complétés par une formation autour des NAO/NO avec l'élaboration collective d'un cahier revendicatif national. Outre la présence des délégations des SUD industrie territoriales, plusieurs invités devraient venir apporter leur contribution lors de certains points. Ce conseil syndical sera également l'occasion pour les syndicats qui ne l'ont pas encore fait, de passer une commande auprès de la boutique militante et de récupérer directement le matériel.

BRASERO : DES NOUVEAUTÉS POUR 2025

Trois chantiers sont en cours de finalisation, et seront tous les trois abordés et présentés au conseil syndical de décembre 2024. Il s'agira tout d'abord d'une nouvelle version pour ce bulletin, Le Brasero, à l'occasion de ses dix ans d'existence et de son cinquantième numéro à venir pour 2025. Outil central de communication de l'Union Fédérale SUD Industrie, notre nouveau bulletin se verra doté d'une nouvelle maquette sur 4 pages et de nouvelles rubriques, en donnant davantage de place aux initiatives des syndicats SUD Industrie territoriaux. **Cette refonte s'inscrit aussi dans la volonté de donner davantage d'importance aux fêtes annuelles de nos syndicats**, avec une année 2024 très dynamique et en progression.

Cette actualisation de notre bulletin s'accompagnera également d'une nouvelle version de notre site internet. Vous pourrez le découvrir début 2025 également, avec de nouvelles fonctionnalités et un design inédit. Ces deux outils sont utiles pour donner de la visibilité à nos analyses, à nos pratiques et pour faire connaître nos prises de positions. Ils permettent également de favoriser notre apparition et ainsi gagner de nouveaux adhérents. Le développement de SUD industrie vient encore le démontrer, tant sur le plan des adhésions, création de sections, résultats électoraux que sur le plan des nombreuses luttes que les syndicats portent. Enfin, la nouvelle brochure de l'Institut de Formation et d'Etudes des Secteurs Industriels de Solidaires (IFESIS), sous forme de mode d'emploi, sera distribuée aux syndicats. Ce triptyque, recto-verso, reprendra toutes les informations dont le catalogue de formation et la quinzaine de thématiques (CSE, NAO/NO, Elections/PAP, Rédaction tracts, trésorerie, etc.).

LIAISON D'ACTIVITÉ « AUTOMOBILE » de SUD Industrie

Plusieurs centaines de salariés et délégués s'étaient rassemblés le 17 octobre devant le salon de l'automobile à Paris, à l'initiative de SUD Industrie et la CGT métallurgie. « *Contre la casse de l'emploi* », plusieurs délégations se sont réunies pour rappeler **la responsabilité commune du patronat** : Bosch, Valeo, Stellantis, Michelin, Lear, Renault... Tous ensemble, donneurs d'ordres, sous-traitants, et équipementiers ont rappelé



l'importance de ne pas rester isolés et de s'unir pour la défense des emplois, de meilleures conditions de travail et l'augmentation des salaires. Les prix des voitures augmentent, les poches des actionnaires explosent, et les salariés subissent. Pour cette raison, l'Union Fédérale a mis en place une **liaison d'activité nationale spécifique aux travailleurs de l'automobile**, coordonnée par Marc. Pour vous inscrire sur les listes spécifiques, prenez contact avec la permanence par téléphone ou par courriel à permanence@sudindustrie.org

